

Certains seraient prêts à aller plus loin car la question est de savoir si elles envisagent un déplacement de leur centre de production. A cette question, ils répondent à 70 pour cent par un oui conditionnel et 23 pour cent par un oui sans réserve.

La deuxième partie de mon postulat demande au Conseil fédéral d'examiner l'opportunité de mesures destinées à améliorer les conditions cadres de manière à réduire les distorsions de concurrence, peut-être en partie à la source de ces transferts d'entreprises à l'étranger. Il est évident que l'on ne saurait tout à la fois plaider pour le maintien d'une Suisse industrielle et préconiser du même coup le foisonnement de prescriptions, de charges et de taxes spéciales et uniques conduisant tout droit à l'exportation des entreprises. Il se peut que les transferts de centres de production ne soient inspirés que par la volonté pour les entreprises d'être présentes dans la Communauté européenne et que le mouvement observé ne doive rien à des conditions cadres défavorables. C'est pour cela qu'il est important de connaître, outre l'ampleur, les causes du phénomène.

L'examen sans concession de notre capacité concurrentielle est aujourd'hui, en effet, une question beaucoup plus urgente que de savoir s'il faut adhérer ou non au Marché commun. Ces considérations m'ont amené à demander au Conseil fédéral qu'il ordonne une étude sur la tendance à la localisation à l'étranger de notre production. Le cas échéant, le gouvernement voudra bien examiner les motifs qui poussent nos firmes à s'implanter hors de nos frontières. S'il devait s'avérer que ce sont certaines conditions cadres techniques, juridiques, administratives ou fiscales qui sont en cause, il s'agirait alors de proposer des mesures propres à éliminer les distorsions de la concurrence qui seraient les nôtres.

Par cette recherche préalable que je propose, j'aurai mis en pratique ce principe, généralement admis chez nous, que nous éviterons d'entrer dans la Communauté européenne seulement dans la mesure où nous demeurerons constamment capables d'en devenir membre.

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Là encore, le Conseil fédéral accepte le postulat, car il nous propose une étude non seulement intéressante mais indispensable à une meilleure connaissance de l'état actuel de l'économie suisse dans ses différents secteurs et des intentions générales que l'on peut en déduire. Dans l'économie en bouleversement complet où nous sommes, il est essentiel de faire le point. Je dirai très brièvement que si l'implantation d'activités de service ou industrielles de maisons suisses à l'étranger, que ce soit dans les autres pays européens ou au-delà de l'Europe, est une condition du maintien de notre vitalité – et en effet seule la conquête d'un certain nombre de marchés dans le vaste monde a permis à la Suisse de poursuivre sa prospérité. En revanche, le problème se pose en d'autres termes lorsqu'il ne s'agit plus d'implantation d'activités nouvelles d'entreprises suisses à l'étranger mais au contraire de transfert d'activités de production de la Suisse – où elles se sont peut-être tenues pendant de nombreuses décennies – à l'étranger. En effet, il y a là une perte de substance pour l'économie nationale, une diminution du nombre des emplois, bref un certain nombre de phénomènes préoccupants pour l'ensemble de la collectivité suisse.

Sans doute, lorsqu'une multinationale suisse transfère des activités de notre pays à l'étranger, cela ne représente pour les résultats de cette entreprise probablement peu de changements, sinon même des exercices plus favorables, mais cela ne fait pas l'affaire de l'économie nationale. Si cela fait l'affaire de l'entreprise concernée, l'économie nationale a évidemment tout à perdre. Comme, jusqu'à plus ample informé, sans prendre en considération les conséquences ne serait-ce que fiscales de tels transferts, la Caisse fédérale n'a pas encore envisagé de se transférer de Berne à Luxembourg, par exemple, c'est évidemment une perte de substance dont toute la collectivité a à souffrir.

Il faut dès lors se poser la question du pourquoi de tels transferts et, ce faisant, c'est donner en tout cas cette

réponse malheureusement trop souvent oubliée, à savoir qu'il convient de garder à notre pays des conditions cadres de production industrielle ou de services qui soient compétitives avec les conditions cadres des autres. Nous avons alors dans ce domaine, je dirai presque traditionnellement, une très longue avance. Cette avance s'est amenuisée, non pas nécessairement que nos conditions cadres aient chuté mais celles des autres, de nos principaux concurrents notamment, se sont notablement améliorées au cours des dix dernières années. Il importe donc d'être très vigilant et de se rendre compte qu'une petite modification aux conditions cadres – et dans les décisions qui émanent de l'Etat, il y a beaucoup de conditions cadres – peut entraîner des effets pervers sur les conditions de production et par conséquent inciter un certain nombre d'entreprises à cet exode qui, s'il ne s'est pas manifesté, tant s'en faut, d'une manière douloureuse ni même inquiétante jusqu'à maintenant, pose tout de même problème à plus long terme et c'est ce plus long terme que nous devons tenter d'apprécier en suivant la proposition d'étude du postulat de M. Delalay. Vaste sujet, la prévision économique, comme disait l'un de mes illustres prédécesseurs, est difficile surtout lorsqu'elle s'applique à l'avenir. Je me rends compte de la dimension du sujet, mais il faut précisément s'y vouer car il touche la substance même de notre économie.

Le Conseil fédéral accepte ce postulat.

Hefti: Ich begrüsse dieses Postulat. Es weist auf eine sehr wichtige Situation hin. Ich schliesse mich auch voll den Ausführungen des Herrn Departementsvorstehers an. Aber die politische Realität läuft zurzeit etwas in gegenteiliger Richtung. Wir können das fast in jeder Session feststellen. Wir können es auch anhand von Initiativen feststellen, über die wir nächstens abstimmen oder die bereits angekündigt sind.

Ueberwiesén – Transmis

88.042

Humanitäre Hilfe. Weiterführung Aide humanitaire. Continuation

Botschaft und Beschlussentwurf vom 25. Mai 1988 (BBl II, 1181)
Message et projet d'arrêté du 25 mai 1988 (FF II, 989)

Beschluss des Nationalrates vom 5. Oktober 1988
Décision du Conseil national du 5 octobre 1988

Antrag der Kommission
Eintreten

Proposition de la commission
Entrer en matière

Frau Meier Josi, Berichterstatterin: Mit dem Bundesbeschluss über die Weiterführung der internationalen humanitären Hilfe der Eidgenossenschaft soll für eine neue Dreijahresperiode – ab 1. März 1989 – ein Rahmenkredit von 530 Millionen Franken bewilligt werden. Der letzte gleichartige Kredit für eine gleich lange Periode belief sich auf 440 Millionen Franken. Die Erhöhung beträgt also gut 20 Prozent. Die Kommission empfiehlt Eintreten und Zustimmung zum Beschlussentwurf.

Es rechtfertigt sich immer wieder, an die Grundlagen solch grosser Ausgaben zu erinnern. Zu den anerkannten Grundsätzen schweizerischer Aussenpolitik gehört die Solidarität. Sie weiss davon, dass unser Schicksal mit dem anderer Völker verbunden ist. Sie strebt über Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe gemäss dem entsprechenden Gesetz von 1976 die Ueberwindung von Ungleichheiten

auf der Welt an. Das dient dem doppelten Zweck, die Werte der Menschlichkeit und der Versöhnung über die Grenzen weg hochzuhalten und Spannungen abzubauen, welche solche Ungleichheiten erfahrungsgemäss hervorrufen. Insofern ist Entwicklungspolitik Stabilitäts- und Friedenspolitik und damit auch anerkannter Bestandteil unserer Sicherheitspolitik. Sie liegt in unserem wohlverstandenen Interesse. Deshalb soll sie auch erhöht und schliesslich dem Durchschnitt der OECD-Länder – das sind gegenwärtig 0,35 Prozent des Bruttosozialproduktes – angeglichen werden. Wir stehen momentan bei rund 0,31 Prozent.

Die humanitäre Hilfe braucht etwa einen Fünftel aller Entwicklungshilfemittel, vier Fünftel gehen an die verschiedenen Kanäle der langfristigen Entwicklungszusammenarbeit. Während die Entwicklungszusammenarbeit sich mit der längerfristigen Ursachenbekämpfung befasst, geht es bei der humanitären Hilfe primär um die Soforthilfe in aktuellen Notlagen, oft um eigentliche Ueberlebenshilfe. Diese Art von Nothilfe entspricht einer natürlichen mitmenschlichen Reaktion. Sie war von Parlament und Volk deshalb im Grundsatz nie bestritten.

Sie dürfte diesmal noch leichter als sonst akzeptiert werden. Das ist das Verdienst einer Botschaftssprache, die wegen ihrer Schlichtheit und Klarheit einhelliges Lob erntete.

Die Botschaft stellt überzeugend dar, dass humanitäre Hilfe heute nötiger ist denn je. Sie zeigt drastisch die Vielfalt von Notlagen bei Naturkatastrophen, bei politischen und militärischen Krisen, bei Störfällen in der Grosstechnik von Bhopal bis Mexiko. Sie lässt 13 Millionen Menschen vor unseren Augen vor Krieg und Hunger flüchten und führt uns zu gleich vielen Vertriebenen in allen Ländern. Sie lässt uns ahnen, was es bedeuten mag, wenn 540 Millionen Menschen dauernd Hunger leiden. Nicht wegen aktueller Hungersnöte, sondern einfach, weil sie in Not, Armut und Elend leben. Sie stellt nicht nur die heutigen Formen der Not dar, sondern schildert die Gesamtzusammenhänge der verschiedenen Ereignisse. Sie macht denn auch verständlich, dass diesen komplexen Nöten nur mit einer Vielzahl von aufeinander abzustimmenden Massnahmen öffentlicher und privater Kreise beizukommen ist. Die Botschaft befasst sich zuerst allgemein, aber schwerpunktmässig mit der notwendigen Zusammenarbeit zwischen humanitärer Hilfe und Entwicklungszusammenarbeit, mit den Ursachen und Folgen der modernen Völkerwanderung von Flüchtlingen und Vertriebenen und mit dem Problemkreis der Nahrungsmittelhilfe. Dann wendet sie sich den verschiedenen Formen der schweizerischen humanitären Hilfe zu.

Ihre Kommission hat sich vor allem mit diesem Teil der Botschaft auseinandergesetzt. Angesichts der Vielfalt der Probleme – es sei nur etwa an das weltweite Bevölkerungswachstum oder die Schuldenproblematik der Entwicklungsländer erinnert – liegt es auf der Hand, dass unsere Hilfe sich auf wenige, gut ausgewählte und überprüfte Projekte konzentrieren muss. Die Kommission schätzt es daher besonders, dass heute offenbar grosses Gewicht auf die Kontrolle der Wirksamkeit unserer Hilfen gelegt wird. Früheren entsprechenden Kritiken ist offensichtlich Rechnung getragen worden. Die Mittel werden sorgfältig verwendet; es herrscht kein Mittelabflusszwang. Deshalb reichte der letzte Rahmenkredit auch länger als geplant. Wenn das Amt nicht dauernd mit Personalproblemen zu kämpfen hätte, wäre wohl ein noch besserer Mitteleinsatz möglich. Wir haben uns auch überzeugen lassen, dass der Kontrolle unserer Organe in den internationalen Organisationen die nötige Aufmerksamkeit gewidmet wird. Feldbesuche bei internationalen Projekten tragen ihre Früchte in den folgenden Beratungen. Mühe bereitete einigen von uns die Hilfe an bestimmte, besonders exponierte Hilfswerke, wie etwa die UNWRA (in Palästina). Es konnte glaubhaft dargetan werden, dass auch in solchen Werken unsere Leistungen an wirklich Bedürftige gehen.

Lassen Sie mich von den vielen, in Ihrer Kommission eingehend durchleuchteten Problemen nur zwei Stichworte herausgreifen: Die Nahrungsmittelhilfe und das Katastrophenhilfekorps.

Zuerst zur Nahrungsmittelhilfe. Die Tendenzen, die schon im letzten Bericht angedeutet wurden, haben sich seither verdeutlicht. Mehr und mehr werden nicht mehr bloss Ueberschüsse aus Industrieländern, die oft gar nicht in die Essgewohnheiten der Empfängerländer passen, einfach abgeschoben, sondern günstige Einkäufe in Entwicklungsländern selbst getätigt. Auf diese Weise kann mehr, besser und schneller geholfen werden.

Für uns stand seit langem die Frage der Milchpulverhilfe zur Debatte. Sie war in zweifacher Hinsicht Gegenstand der Kritik: Einerseits warf man ihr vor, sie stehe gar nicht im Dienste der humanitären Hilfe, sondern sei Strukturhilfe an die eigene Landwirtschaft – eben Ueberschussverwertung – und von jedem Franken fliesse die Hälfte in unser eigenes Land statt zu den Hilfsbedürftigen. Zudem sei die Hilfe verfehlt, weil billigere Eiweissträger aus Entwicklungsländern zur Verfügung ständen. Heute scheint diese Debatte überholt. Es steht fest, dass das Milchpulver, wenn es gezielt und kontrolliert zum Einsatz kommt – etwa bei Säuglingen oder bei kranken Menschen –, in seiner Art unersetzlich ist und hervorragende Dienste leistet. Darüber hinaus ergänzt und ersetzt man es durch lokale, billige Eiweissträger. Damit ist beiden Teilen geholfen, was einer wohlverstandenen, gemeinsamen Interessenwahrung entspricht.

Die Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe verfügt heute mit Herrn Mahrer über einen ausgewiesenen Spezialisten aus dem Agrarsektor, der weiss, dass man das eine tun kann, ohne das andere lassen zu müssen. Die Sektion humanitäre und Nahrungsmittelhilfe entspricht übrigens in bester Weise den Wünschen des Parlamentes an die Verwaltung. Es ist ihre Chefin, Frau Schelling, die den von uns als so wohltuend verständlich empfundenen Bericht verfasst hat.

Das zweite Stichwort: Katastrophenhilfekorps. Wir hatten Gelegenheit zu einem ersten Gespräch mit dem neuen Chef, Herrn Raedersdorf, der der Abteilung Humanitäre Hilfe und gleichzeitig dem Katastrophenhilfekorps vorsteht. Die Ruhe scheint im Korps wieder hergestellt, der neue Chef begrüsst die betonte Koordination zwischen der humanitären Hilfe und der Entwicklungszusammenarbeit. Er hat auf Befragung hin versichert, dass ihm die neue Verordnung jedenfalls bisher genügend freie Wirkungsmöglichkeiten belässt. Der gesamthaft positive Eindruck hat denn auch die Kommission bewegt, der Vorlage aus Ueberzeugung einstimmig ihre Unterstützung zu geben, vor allem im Hinblick auf die Praxisnähe der Tätigkeiten und der Tätigkeitsberichte. Die drei Postulate über Nahrungsmittelhilfe und humanitäre Hilfe, die auf Seite 1 der Botschaft aufgeführt sind, dürfen heute als erfüllt abgeschrieben werden. Ich verzichte mit Absicht darauf, die speziellen Aspekte der jeweiligen Hilfe an das Internationale Komitee vom Roten Kreuz (IKRK) näher zu beleuchten. Wir werden dazu Gelegenheit haben, wenn nächstes Jahr der betreffende Sonderkredit behandelt wird.

Ich beantrage Ihnen, den Anträgen der Kommission zu folgen.

M. Cavadini: Si l'importance de la question nous engage à apporter notre adhésion, nous dirons qu'une unanimité de la commission, celle du Conseil national et la qualité du message nous permettront d'être brefs. Notre pays, certes, doit s'engager dans la poursuite de l'aide humanitaire internationale et nous souscrivons aux propositions qui sont faites tendant à accorder un crédit de programme de 530 millions de francs, alloué pour une période de trois ans au moins.

Lorsqu'en 1985 les Chambres fédérales avaient accepté le crédit de programme de 440 millions de francs, nous savions que ce montant serait épuisé vraisemblablement à la fin de l'exercice de 1988. Nous avons à souscrire à la continuité de cette action. Le Conseil fédéral l'a fait et nous partageons le principe qu'il définit dans le message qu'il nous a adressé.

Nous ne pouvons que regretter que ces mesures d'aide humanitaire internationale soient aussi nécessaires et les

besoins ne sont malheureusement pas couverts par les actions que nous pouvons entreprendre. Nous sommes heureux de voir que la contribution qui nous est demandée se rapproche de la moyenne de celle des pays de l'OCDE qui consacraient, en 1986, 0,35 pour cent de leur produit national brut à cette entreprise. D'ailleurs, le taux des pays européens, qui comprend également ceux qui ne sont pas membres de la Communauté, est de 0,42 pour cent. Notre engagement est ainsi honorable, il est loin d'être excessif, mais nous devons compter avec les limites de nos moyens mêmes.

Les principes qui guident cette aide humanitaire sont au nombre de deux: l'universalité et l'absence de discrimination. Ces conditions doivent être respectées, même si certaines conséquences ne sont pas négligeables. Il convient de rappeler qu'une distinction est établie entre l'aide humanitaire et la coopération au développement. La première vise à soulager les personnes en détresse de façon efficace et rapide, par exemple par l'intermédiaire du Corps suisse pour l'aide en cas de catastrophes. La coopération au développement tente, elle, de développer des effets à moyen et à long terme. Elle vise à agir sur les conditions mêmes qui engendrent ces situations. On peut parler, en termes économiques, d'une double approche conjoncturelle et structurelle. Les conceptions ont heureusement évolué. Elles ne visent plus, si elles l'ont fait parfois, à adapter un modèle aux pays en voie de développement. Il ne s'agit pas de transporter des valeurs extérieures aux pays que l'on souhaite aider, mais bien de prendre en compte les données et les mentalités locales et nationales pour prolonger une action selon la voie propre de ces pays.

Nous souscrivons enfin, malgré certaines oppositions manifestées, à l'engagement de 120 millions de francs environ pour l'aide apportée sous forme de produits laitiers. Nous croyons que le besoin est démontré et que les propositions faites sont justifiées. La Suisse est un producteur de lait et nous pouvons utiliser une partie de cette production sans déséquilibrer fondamentalement le compte laitier.

C'est donc sans restriction que nous adhérons à la proposition qui nous est faite et que nous vous engageons, avec la commission, à voter le crédit demandé.

Miville: Mir ist bei dieser Botschaft des Bundesrates aufgefallen, dass die Aufnahme in den Hilfswerken eine so positive war wie nie zuvor. Das hat damit zu tun, dass Vorstellungen und Kritiken, wie sie von diesen Hilfswerken in der Vergangenheit immer und immer wieder erhoben worden sind, nun zu einem grossen Teil Eingang in die Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe der Eidgenossenschaft gefunden haben. Ich möchte das hervorheben, weil ich nach allen Konfrontationen, die in dieser Hinsicht früher etwa stattgefunden haben, das doch auch als einen Erfolg der Hilfs- und Entwicklungswerke bezeichnen möchte.

Ich habe heute morgen schon einmal, im Zusammenhang mit der Exportrisikogarantie, auf die Problematik der immensen Verschuldung der Entwicklungsländer hingewiesen und gesagt, es müsste diese Verschuldungskrise endlich einer globalen politischen Lösung entgegengeführt werden, wenn man die Verhältnisse in weitesten Teilen der Dritten Welt sanieren wolle. Auf der anderen Seite kann man nicht einfach bei dieser Erkenntnis stehenbleiben: 500 Millionen Menschen in dieser Welt sind vom Hunger bedroht; denjenigen, die morgen oder übermorgen verhungern werden, nützt es gar nichts, wenn wir ihnen explizieren, dass wir mit langfristigen Entschuldungsprojekten beschäftigt sind. Humanitäre Hilfe in dem Sinne, wie sie vom Bundesrat weiterhin vorgeschlagen wird, stellt eine Notwendigkeit dar. Die Botschaft ist von einer beeindruckenden Offenheit. Sie zeigt auch die Grenzen auf, die der humanitären Hilfe gesetzt sind. Sie legt grossen Wert auf die Erfolgskontrolle, welche die ständigen Kommissionen unserer Parlamente seit Jahr und Tag immer wieder beschäftigt hat. Sie betont, dass bei einer Zunahme der Mittel für die humanitäre Hilfe

und bei einer immer differenzierteren Anwendung dieser Mittel natürlich auch den Personalerfordernissen der DEH Rechnung getragen werden muss. Es zeigen sich im Bereich der humanitären Hilfe – wie gesagt – Neuerungen im Denken und in der Konzeption. Man konzentriert sich mehr als früher auf bestimmte Projekte weniger Partnerländer und führt die Hilfeleistungen über eine längere Zeit in konsistenter Art und Weise durch. Man verpufft weniger als früher die Mittel in einer Grosszahl von kleinen und nur über kurze Zeit betriebenen Veranstaltungen.

Ein Erfolg der Hilfswerke liegt auch darin, dass man nun doch zu einem Teil eingesehen hat, dass die Nahrungsmittelhilfe nicht einfach der Erleichterung in bezug auf unsere hauseigenen Nahrungsmittelüberschüsse zu dienen hat. Es hat ein Umdenken stattgefunden. Ich erinnere mich an ein Projekt, das vor Jahren in unserer Geschäftsprüfungskommission bearbeitet worden ist. Damals schickte man Milchprodukte nach Madagaskar, und zwar zu einem Volk, das sich ausschliesslich mit Viehzucht beschäftigt, zu einem Volk, bei dem die Viehzucht nur für die Fleischproduktion von Interesse ist, zu einem Volk, das unter keinen Umständen Milch trinken oder Milchprodukte essen will. So wird heute nicht mehr vorgegangen. Im Gegenteil, es werden jetzt mehr als früher Getreide, Weizen, Reis, Mais, Hirse weitgehend in den Entwicklungsländern selbst eingekauft und dann unter Umständen in einem anderen Land verteilt, was von doppeltem Nutzen ist. Das eine Entwicklungsland zieht den Vorteil als Verkäufer des Getreides, das andere kommt in den Genuss entsprechender Nahrungsmittelhilfe. Wo man noch – immer noch in grossem Masse – Milchpulver einsetzt, wird heute aufgrund vorgängiger Untersuchungen und Befragungen mittels spezieller Formulare abgeklärt, ob dieses Milchpulver unter vertretbaren Umständen im Lande Verwendung findet. Es ist ja nie darum gegangen, etwa den Wert des Milchpulvers als Nahrungsmittel in Frage zu stellen, sondern das Problem lag immer bei der Verwendung in den Ländern, die unterstützt wurden. Wie das früher zugegangen ist, dafür gibt es eine deutliche Äusserung von Herrn Werner Mahrer, Chef der Nahrungsmittelhilfe, der einmal gesagt hat: «Einzelne Stationen erhalten unser Milchpulver routinemässig, zum Teil seit über zwei Jahrzehnten. Es stellte sich heraus, dass das Milchpulver weder nötig war, noch gezielt eingesetzt wurde.» Heute besinnt man sich weitgehend eines Besseren.

Man hat mich davon überzeugt, dass es immer noch Fälle gibt, in denen Milchpulver nicht durch andere Produkte (Hülsenfrüchte usw.) – wie das zum Teil den Hilfswerken vorschwebt – ersetzt werden kann. Einem Kind, das Milch braucht, kann man keine Dörrpflaume in den Mund stecken. Alles in allem möchte ich noch einmal betonen, dass die Botschaft bei mir einen guten Eindruck hinterlassen hat und dass ich aus voller Ueberzeugung für Eintreten und Zustimmung bin.

Vielleicht noch ein Wort (mit der Erlaubnis des Herrn Präsidenten, weil ich mich nachher um eine Besuchergruppe zu kümmern habe) zum nachfolgenden Geschäft: Sicherheits- und Friedenspolitik. Sie steht mit der humanitären Hilfe, mit der Entwicklungspolitik in Zusammenhang. Dieses letzte Geschäft kommentiere ich mit nur zwei Sätzen.

Es stellt eine umfassende und punkto Arbeitsaufwand beeindruckende Enumeration von restlos Bekanntem dar. Es fehlt meiner Meinung nach im Bericht, den Sie nachher behandeln, die prospektive Schau. Das ist der erste Satz.

Der zweite: Ich hätte in diesem Bericht über eidgenössische Friedens- und Sicherheitspolitik gerne etwas mehr gelesen über das Entstehen unseres Landes für eine gerechte neue Weltwirtschaftsordnung – damit bin ich wieder ganz in der Nähe der humanitären Hilfe – und über das Entstehen unseres Landes für eine Weltwirtschaftsordnung, die darauf beruhen soll, den Entwicklungsländern ihre Produkte, insbesondere ihre Landwirtschaftsprodukte abzunehmen, und zwar zu gerechten Preisen. Das hätte ich nicht nur gerne im Hinblick auf die Mitwirkung der Schweiz in internationalen Konferenzen, sondern ganz konkret bei unserer Aussenwirt-

schaftspolitik gesehen. Aber der Zuckerbeschluss gibt uns in allernächster Zeit Gelegenheit, weitere Ausführungen dazu zu machen.

Seller: Für mich ist die Weiterführung der humanitären Hilfe eine selbstverständliche Aufgabe unseres Landes. Auch mit der Aufstockung um 90 Millionen Franken liegen wir Schweizer bezüglich öffentlicher und privater Hilfe bei einem OECD-Vergleich erst im Mittelfeld, wie bereits betont wurde. Bedenklich ist, dass die internationale Hilfe immer stärker beansprucht werden muss, weil es immer breiteren Bevölkerungskreisen immer schlechter geht. Ursachen und Auslöser von Elendssituationen sind, wie in der Botschaft gezeigt, sehr komplex. Sie reichen von Naturkatastrophen, wirtschaftlichen Schwierigkeiten, demographischen Einflüssen bis zu bewaffneten Konflikten.

Die Grundsätze und Kriterien, wie sie der Bund in der humanitären Hilfe anwendet, sind zu begrüssen. Ich denke an die Anpassung an die Bedürfnisse der betroffenen Bevölkerung, vor allem aber auch daran, dass heute eine Konzentration der Mittel stattfindet und wohl auch die Eigeninitiative gefördert wird, was mir sehr wichtig erscheint. Auch die Kriterien für die konkrete Aufnahme eines Projektes sind zu akzeptieren.

Die Schwerpunkte der humanitären Hilfe sind bereits gesetzlich vorgegeben und betreffen die Hilfe bei Naturkatastrophen und bewaffneten Konflikten. Daneben wird Sozialhilfe für Gruppen am Rande der Gesellschaft geleistet, deren Bedürfnisse von den staatlichen Stellen oder ausländischen Entwicklungsorganisationen oft übersehen werden. Solche Sozialhilfe ist zweifellos notwendig, jedoch in verschiedener Hinsicht mit Konsequenzen verbunden. Ein unter Umständen «stabiles», wenn auch aus schweizerischer Sicht vielleicht «ungerechtes» Gefüge wird verändert. Soziale Strukturen werden aufgebrochen, Ressourcen umverteilt, eine Einmischung in Normen und Werte einer Gesellschaft findet statt. Es ist zu hoffen, dass die Implikationen dieser Eingriffe jeweils gebührend reflektiert werden.

Es wurde bereits von der Kommissionspräsidentin darauf hingewiesen, dass die Erfolgskontrolle und die Kontrolle der Verwendung der Mittel ein zentrales Anliegen darstellen. Projekte sind periodisch nach Abschluss und/oder einige Jahre später auf ihren Erfolg hin zu evaluieren, damit bei zukünftigen Projekten vermeidbare Fehler nicht wiederholt werden. Die internationalen Organisationen setzen dafür gemäss vorliegender Botschaft interne Kontrollstellen ein. Bei solchen sollte man davon ausgehen können, dass auf Feldbesuche durch Mitarbeiter der DEH verzichtet werden kann. Beim IKRK als schweizerischer Organisation fällt unserem Land diesbezüglich jedoch mehr Verantwortung zu. Das IKRK ist die einzige schweizerische Hilfsorganisation, bei der nur ganz selten Feldbesuche durch eigene Mitarbeiter durchgeführt werden. Wie beim Bund inoffiziellerweise zugegeben wird, müsste die Effizienzkontrolle beispielsweise im Sektor Nahrungsmittelverteilung unbedingt verstärkt werden. Bei diesem monopolartigen Betrieb ist besonders in Projektbereichen, in denen das IKRK traditionell nicht schon über Erfahrung verfügt und die nicht unbedingt der Verschwiegenheitsklausel unterliegen, auf eine effektive Evaluation durch externe Fachleute zu achten. Ich werde dem auf 530 Millionen Franken erhöhten Kredit zustimmen.

Schoch: Es mag noch einmal in Erinnerung gerufen werden, dass wir unsere Hilfe für die Dritte Welt nicht sozusagen nach Lust und Laune, nicht willkürlich, nicht sprunghaft festlegen, sondern dass dafür ganz klare, präzise Grundlagen bestehen: Wir haben bereits vor mehr als einem Dutzend Jahren das Bundesgesetz über die internationale Entwicklungszusammenarbeit und die humanitäre Hilfe beschlossen, welches einen präzisen Rahmen dafür abgibt, was wir im Bereich der Entwicklungshilfe zu tun haben. Insbesondere geht es darum, dass die eidgenössischen Räte, gestützt auf das erwähnte Bundesgesetz, die erforderlichen Mittel in Form von Rahmenkrediten für jeweils meh-

re Jahre zur Verfügung zu stellen haben. Diese Kredite sind in solche für die internationale Entwicklungszusammenarbeit einerseits und in Kredite für die humanitäre Hilfe andererseits aufgeteilt. Wir diskutieren jetzt über den Rahmenkredit für die humanitäre Hilfe für die nächsten drei Jahre. Mit diesem jetzt zu beschliessenden Rahmenkredit schlagen wir also durchaus keine entwicklungshilfepolitischen Pflöcke ein. Wir setzen keine Zeichen. Wir haben keinen Grund, uns wohlgefällig auf die Brust und uns gegenseitig anerkennend auf die Schultern zu klopfen; wir tun nur das, was das Gesetz uns vorschreibt und vorgibt. Wenn wir aber schon keinen Anlass zu wohlgefälliger Selbstbeweihräucherung haben, gibt es umgekehrt auch keinen Grund dafür, sich Asche auf das Haupt zu streuen und in Wehklagen darüber auszubrechen, dass wir im Entwicklungshilfebereich zu wenig tun würden. Zwar liegen wir mit unserer Entwicklungshilfe immer noch nicht bei den angestrebten und durch die OECD empfohlenen 0,35 Prozent des Bruttosozialprodukts. Das kann in der Botschaft nachgelesen werden. In absoluten Beträgen ist aber seit der Bewilligung des letzten Rahmenkredites doch eine relevante Erhöhung von 440 Millionen auf 530 Millionen Franken zu verzeichnen – eine Erhöhung, die immerhin zur Kenntnis genommen werden darf.

Dazu kommt, dass die Qualität unserer schweizerischen Entwicklungshilfe – darüber konnten wir uns in der Kommission vergewissern – offenkundig deutlich über dem Durchschnitt anderer Länder, auch anderer OECD-Länder, liegt. Der Einsatz der durch uns bewilligten Mittel erfolgt offensichtlich effizienter. Es kann damit mit einem Franken mehr Wirkung erzielt werden, als wenn die Hilfe weniger gezielt und qualitativ weniger hochstehend erfolgen würde.

In diesem Zusammenhang ist der Einsatz des Katastrophenhilfekorps hervorzuheben. Dieser Einsatz ist finanziell auf den Rahmenkredit, den wir jetzt zu beschliessen haben, bzw. auf den vor drei Jahren beschlossenen, letzten Rahmenkredit abgestützt. Es ist hervorzuheben, dass das Katastrophenhilfekorps immer wieder und ungeachtet der internen Turbulenzen, von denen es in den letzten Jahren erschüttert worden ist, hervorragende Arbeit geleistet hat, Arbeit, die rasch erbracht wurde und gerade deshalb besonders wirksam war und die deshalb hier gebührend gewürdigt und hervorgehoben zu werden verdient.

Schliesslich noch ein Wort zur Sprache, in der die Botschaft abgefasst ist. Wir haben uns früher gelegentlich über die Formulierungen in den Botschaften und Berichten über die Hilfe an die Dritte Welt geärgert und sie angeprangert. Ganz besonders war dies im Zusammenhang mit dem vom 2. März 1987 datierten, recht umfangreich ausgefallenen Bericht über die Politik der Entwicklungszusammenarbeit der Fall. Jene Sprache war schwer verständlich, sie war nach dem Empfinden der meisten Mitglieder dieses Rates mit soziologischen Fachausdrücken unterlegtes Entwicklungshilfchinesisch, das nicht an den Adressaten zu gelangen vermochte, kurz, es war eine Sprache, die nicht verstanden wurde. Heute ist das anders. Was uns heute präsentiert wird, kann gelesen werden. Diese Sprache ist eingängig, wir verstehen sie, und die Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe und das Departement haben es bestimmt einfacher, mit so formulierten Botschaften bei den Mitgliedern der Räte anzukommen.

M. Felber, conseiller fédéral: Permettez-moi de remercier simplement et très brièvement les orateurs qui se sont exprimés de l'avoir fait d'une manière aussi positive. Comme vient de le dire M. Schoch, il n'est pas nécessaire que j'entre ici dans des considérations d'ordre sociologique à travers un langage un peu ésotérique ou hermétique. Je me borne-rais donc, après vous avoir remercié encore une fois de bien vouloir entrer en matière et d'accepter le projet qui vous est soumis, à signaler que nous avons conscience que ces 530 millions représentent un crédit-cadre extrêmement important. Malheureusement, les besoins d'aide humanitaire dans le monde sont énormes, vous l'avez relevé; il suffit de lire les journaux, d'écouter la radio ou de regarder

quelques images à la télévision pour s'en rendre compte. Que ce soient les conflits armés, les catastrophes naturelles ou celles dues à des ouvrages construits par les hommes, tout cela menace la vie ou la survie de millions de personnes et touche plus particulièrement les pays les plus pauvres de la planète, les populations les plus défavorisées. Dans la plupart des cas, crises et catastrophes ne sont pas des incidents isolés mais les manifestations d'un problème grave de sous-développement. C'est pourquoi, dans ce message, le Conseil fédéral a tenté de souligner l'importance du lien qui existe entre l'aide humanitaire d'une part, qui est l'aide d'urgence en cas de catastrophe, et l'aide au développement d'autre part, qui est une aide à long terme afin d'éviter la reproduction de nouvelles catastrophes. Une concertation plus étroite des différents instruments de l'aide publique qui sont à la disposition du Conseil fédéral en est la conséquence.

Comme vous l'avez constaté, dans son message le Conseil fédéral a jugé souhaitable de soulever un certain nombre de questions de principe. En procédant ainsi, notre souci a été de mieux répondre, par le biais des divers instruments dont nous disposons, aux besoins prioritaires des populations concernées, et nous pouvons ainsi améliorer la qualité de notre aide humanitaire et son efficacité.

La question de l'aide alimentaire a été soulevée par quelques-uns d'entre vous, et je me limiterai à faire quelques remarques à ce sujet. Vous aurez constaté dans le message qu'une partie importante de nos réflexions y a été consacrée. C'est un élément nouveau. La complexité de l'aide alimentaire, et le fait aussi qu'elle représente pratiquement la moitié des dépenses que nous effectuons au titre de notre aide humanitaire, outre les expériences faites ces dernières années, nous ont amenés à la conclusion qu'une telle réflexion était aujourd'hui nécessaire et indispensable, non seulement pour mieux répondre aux besoins des bénéficiaires de notre aide, mais encore pour garantir une utilisation judicieuse des fonds publics mis à notre disposition. Vous l'avez souligné, il est certain que nous devons procéder d'abord à des évaluations et ensuite à des contrôles de l'utilisation des fonds dont nous disposons.

L'immensité des besoins sur le plan humanitaire et nos moyens financiers – qui restent malgré tout limités – rendent d'autant plus importants l'amélioration de notre aide, l'efficacité de notre action et le contrôle de nos moyens. C'est pourquoi nous allons poursuivre nos activités d'évaluation des actions d'aide humanitaire.

La répartition que nous proposons des moyens financiers entre les différentes formes d'aide est aussi le fruit d'une réflexion approfondie qui nous a convaincus que l'aide doit être adaptée le mieux possible aux besoins de la population. Il s'agit pour nous d'avoir une très grande souplesse lors de l'engagement des différents moyens et instruments à notre disposition. Cette flexibilité est nécessaire, non seulement dans l'emploi des formes que nous préconisons – l'aide alimentaire en est une – mais aussi dans le choix entre l'aide humanitaire et la coopération au développement. Je vous remercie de bien vouloir accepter le crédit que nous vous demandons.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière*

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Art. 1 – 3

*Antrag der Kommission
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates*

Titre et préambule, art. 1 – 3

*Proposition de la commission
Adhérer à la décision du Conseil national*

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes 33 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Abschreibung – Classement

Präsident: Der Bundesrat beantragt gemäss Seite 1 der Botschaft die Abschreibung des Postulates 85.394.

Zustimmung – Adhésion

An den Bundesrat – Au Conseil fédéral

88.063

Friedens- und Sicherheitspolitik. Bericht Politique de paix et de sécurité. Rapport

Bericht vom 29. Juni 1988
Rapport du 29 juin 1988

Bezug beim Dokumentationsdienst der Bundesversammlung
S'obtient auprès du Service de documentation de l'Assemblée fédérale

Antrag der Kommission

Kenntnisnahme vom Bericht

Proposition de la commission

Prendre acte du rapport

Frau Meier Josi, Berichterstatterin: Der traktandierte Bericht ist auf ein Postulat unseres ehemaligen Kollegen Franz Muheim zurückzuführen. Es lud den Bundesrat ein, seine friedenspolitischen Massnahmen und Tätigkeiten als Teil seiner Gesamtpolitik und besonders seiner Sicherheitspolitik darzustellen.

Ihre Kommission für auswärtige Angelegenheiten hat davon Kenntnis genommen und wollte ursprünglich nur im Rahmen des Geschäftsberichtes im nächsten Sommer die im Bericht behandelten Postulate als erledigt abschreiben lassen.

Wenn der Bericht heute traktandiert ist, dann hat das zwei Gründe: Er verdient es nämlich, nicht einfach stillschweigend aus Abschied und Traktanden zu fallen, sondern ausdrücklich erwähnt zu werden, und es ist angezeigt, dass wir das jetzt tun: nämlich vor und nicht erst nach der Debatte und der Abstimmung über die Initiative «Schweiz ohne Armee».

Der Bericht zeigt eindrücklich und in sehr geraffter Form einmal mehr auf, dass in unserem Sicherheitskonzept – neben dem auf internationalen Verpflichtungen beruhenden bewaffneten Neutralitätsschutz – die verschiedensten Mittel, besonders solche der Aussen- und der Wirtschaftspolitik, eine unersetzliche Rolle spielen.

Unsere Bemühungen zur Spannungsminderung auf der ganzen Welt, zur Hilfe bei Elend und bei Abbau von Krisen gehören dazu ebenso wie unsere Menschenrechtspolitik, unsere Mitarbeit am Ausbau des Völkerrechtes – besonders auch des humanitären Völkerrechtes –, die Förderung von Verfahren zur friedlichen Konfliktregelung oder unser Einsatz in weltweiten und regionalen internationalen Organisationen, besonders jenen, die auf eine gerechte Weltwirtschaftsordnung hinzielen.

Sie haben eben die kurze Kritik von Herrn Miville gehört: Er hätte gerne noch mehr zum letzten Thema gelesen. Es ist selbstverständlich erwähnt im Bericht – es wird dort schon auf der zweiten von 50 Seiten ausdrücklich darauf hingewiesen –, dass dazu neben den aufgezählten defensiven Mitteln unserer Friedens- und Sicherheitspolitik natürlich auch die

Humanitäre Hilfe. Weiterführung

Aide humanitaire. Continuation

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1988
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	03
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	88.042
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	30.11.1988 - 08:00
Date	
Data	
Seite	782-786
Page	
Pagina	
Ref. No	20 017 096

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.